

Changer d'heure, une habitude qui devrait prendre fin

La France a avancé d'une heure la nuit dernière. Ce changement d'heure devait être le dernier, après une demande du parlement européen. Mais la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 a arrêté le processus en cours de route



La France a ajouté une heure dans la nuit de samedi à dimanche.

C'est une habitude dans la vie des Français, et ce depuis 1973. Nous changeons l'heure deux fois par an. Un coup, on l'avance et un coup, on la recule d'une heure. À l'époque, la France avait instauré cette nouvelle règle après le choc pétrolier de 1973 qui avait vu le cours du baril brutalement exploser. L'objectif était alors de faire des économies d'énergie, en diminuant les besoins en éclairage. Le passage à l'heure d'été permet de gagner une heure d'ensoleillement. Cette opération faisait ainsi mieux correspondre les heures d'activité des Français avec le jour, afin de limiter le recours à la lumière artificielle,

de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe). En effet, l'établissement public affirme que ce ne serait pas moins de 440 GWh d'électricité qui sont économisés tous les ans. Si le volume correspondrait à la consommation de 800 000 foyers. Mais, encore, le changement d'heure évitait ainsi le rejet dans l'atmosphère de près de 44 000 tonnes de gaz à effet de serre.

Avec les nouvelles technologies et les ampoules basse consommation, changer l'heure au printemps permettrait de gagner 351 GWh. Une dernière réclamation mise en avant pour justifier la volonté de l'Union eu-



Avec les jours qui rallongent et le changement d'heure, il fait jour plus longtemps.

PHOTOS DE WER SAINE-HÉZICRYSTAL PICTURES

c'est-à-dire à l'électricité.

En pratique, les économistes d'énergie étaient-elles convaincues ? Et bien oui. C'est du moins ce que révèle une étude

européenne de supprimer définitivement le changement d'heure. Une consultation publique avait d'ailleurs été proposée aux États-

unis qui avaient décidé à 98,17 %

de se maintenir à l'heure d'été. Le dernier changement aurait donc dû avoir lieu dans la nuit du samedi 30 au dimanche 31 mars.

Mais voilà, la crise sanitaire imminente à peu près tout, elle aura atterri en raison de la décision qui a été reportée.

Des activités chamboulées

Mais si le changement d'heure est, pour la majorité d'entre nous, un mauvais - ou bon - moment à passer pourvu que l'on s'y adapte, pour d'autres c'est carrément leur activité professionnelle qui se voit chamboulée.

Dans le domaine de l'élevage, par exemple, « Pour nous, ce n'est

pas très judicieux de changer d'heure, et plus particulièrement d'opter pour l'heure d'été, estime Anthony Baldocci, éleveur ovin en Haute orientale. Je connais un berger d'Aleria qui ne change jamais d'heure. Nous avons deux heures de décalage avec le cycle naturel du soleil. Prenons l'exemple du laitier qui vient nous acheter le lait. S'il passe à 8 h 30 en hiver, il passera donc à 7 h 30 en été donc c'est à nous de nous adapter. »

Quant au rythme imposé aux animaux, notamment l'heure de la traite, elle n'aurait que

très peu d'incidence. « C'est le temps entre les deux traite qui compte, ajoute l'éleveur. Les brebis, elles ne sont pas de nature, elles se calent avec le berger. Par contre, quand les journées deviennent plus longues, cela nous permet de traire et de les laisser ensuite un peu dehors pour qu'elles puissent plus longtemps. En fait, le moment le moins agréable, c'est à cette époque car nous changeons l'heure mais les jours ne sont pas très longs. Au fur et à mesure que l'on avance dans la saison, ça va aller un peu mieux. »

PAUL-MATHIEU SANTUCCI

Et ailleurs dans le monde ?

L'Union européenne n'est pas la seule à changer d'heure. Le Canada et les États-Unis ont pris cette habitude mais à des dates différentes et avec quelques exceptions, car certains États ou provinces ne l'appliquent pas. Le changement d'heure est également effectué en Iran, au Proche-Orient, en Nouvelle-Zélande et dans

une partie de l'Australie. En Amérique latine comme en Afrique, plusieurs pays l'ont pratiqué par le passé, mais la majorité d'entre eux ont abandonné ce système de nos jours. Actuellement, moins de 40 % des États de la planète avancent ou reculent leurs montres.

R.-M. S.

« Le processus de changement s'est arrêté en mars 2019 »

2021 aurait dû marquer la fin du changement d'heure en Europe. Après une consultation publique, la France avait comptabilisé deux millions de votes et la majorité voulait rester à l'heure d'été.

La réflexion autour de la fin du changement d'heure a été lancée par les institutions européennes en 2018.

Sabine Thillaye est la députée de l'Indre-et-Loire et membre d'une commission qui a notamment travaillé sur le sujet. « Le processus s'est arrêté quelque part », explique-t-elle.

« Les députés européens avaient adopté en mars 2019 un texte législatif qui prévoyait, à compter de 2021, la suppression de l'alternance hiver d'été-heure d'hiver. Mais chaque État membre devait choisir s'il voulait garder l'heure ou l'heure. Une majorité d'États membres comme nous, le Portugal ou la Pologne, par exemple, qui s'étaient prononcés en faveur de l'heure d'été et d'autres du Nord qui voulaient rester à l'heure d'hiver. »

Une situation qui devait donner lieu à des négociations au niveau du Conseil européen mais



Sabine Thillaye est la députée de l'Indre-et-Loire.

AFP

avec la pandémie et les restrictions sanitaires, tout a été mis en pause. « Tout est au point mort car cette première étape devait être suivie d'un accord entre les ministres, ajoute Sabine Thillaye. Donc rien n'a avancé depuis décembre 2019. »

Une organisation particulière

L'adoption de changement va aussi faire ressortir différentes problématiques qui seront propres à chaque pays. « Tous les gens qui travaillent dans les ré-

gions transfrontalières ne peuvent pas observer d'un seul coup un décalage de deux heures. Cela aurait été possible si un État adoptait l'heure d'hiver et un autre l'heure d'été, précise la députée. Dès l'adoption d'un accord, des négociations approfondies afin que tout puisse être harmonisé. Il va falloir aussi que l'on dispose d'un avis scientifique pour que la consultation repose uniquement sur l'avis de la population et avec une grande disparité entre les régions. C'est maintenant que le travail doit commencer. »

R.-M. S.